



Non le personnel de Bercy ne peut éternellement être la variable d'ajustement d'un gouvernement en quête d'économies budgétaires!

Le rapport de la Cour des Comptes a été présenté le 2 juillet au Gouvernement . Sans étonnement, nous découvrons que pour tenir l'objectif d'une réduction du déficit budgétaire à 4,5% du PIB , le Gouvernement doit trouver d'ici la fin de l'année 8 milliards d'économies et pas moins de 33 milliards d'euros pour 2013.

La rigueur est bien là et le mot sera peut être faible au fil des mesures que le gouvernement imposera pour redresser les comptes de la Nation.
La Fonction publique est une fois de plus mise à contribution par le biais des suppressions d'effectifs mais nous ne serons pas tous logés à la même enseigne.

Ainsi certains ministères seront prioritaires comme l'Education Nationale , la Justice et la Police.

Bercy une fois de plus devra montrer l'exemple en matière de suppression d'effectifs. Sous le précédent gouvernement, nous étions déjà en pôle position des suppressions d'emplois et il semble que le nouveau gouvernement veuille amplifier le phénomène. C'est donc bien vers une saignée des effectifs à Bercy que l'on se dirige au profit d'autres ministères.

Les agents de nos administrations économiques et financières apprécieront eux qui au quotidien vivent déjà une dégradation continue de leurs conditions de travail. A un moment, il faudra faire des choix , des missions ne pourront plus être assurées , il faut le dire. Et dire lesquelles ? C'est votre devoir minimum vis-à-vis de vos personnels ! Lors de notre audience ministérielle , les ministres ne se sont pas avancés sur ce sujet. Et pour cause Bercy sera en première ligne une fois de plus! Il faudra rendre 2,5% des effectifs par an.

Sans méconnaître les difficultés budgétaires du pays ,on ne peut que s'indigner d'une annonce qui se traduira par la suppression de milliers d'emplois à Bercy. Attentifs aux discours des campagnes électorales, mais sans trop d'illusions, nous espérons une rupture avec les pratiques antérieures de suppressions purement comptables de postes et nous attendions que soient liés les emplois publics , les budgets de fonctionnement et les missions à accomplir.



Qu'en sera t il à Bercy ? Quelles administrations seront le plus mises à contribution ou a contrario préservées? Ainsi l'exemple de la Douane saute aux yeux ! Une Douane qui a particulièrement « donné » ces dernières années et dont les missions de sûreté et sécurité publiques voisinent avec celles d'administrations a priori « épargnées » (Police, Gendarmerie). Va-t-elle encore contribuer à l'effort demandé ? Et qu'en est-il du moratoire que nous avons demandé aux ministres le 28 juin dernier ?

A cela la CFTC FINANCES et l'UNSA FINANCES attendent des réponses concrètes. Nous sommes prêts en tant que syndicalistes responsables à participer à une réflexion sur les missions de service public, tendant à améliorer le service rendu aux citoyens mais prenant en compte les conditions de travail et la reconnaissance des agents publics.

Nous actons l'augmentation du SMIC à 2% , ce coup de pouce limité aux salariés du secteur privé et nous notons qu'une fois de plus la grille de la catégorie C est impactée , il serait bon de revaloriser une bonne fois cette grille qui court après les minima sociaux dans ses premiers échelons.

Sur tous ces sujets notre liste CFTC UNSA sera particulièrement vigilante.